

L'impact des incitations fiscales sur la mobilisation des recettes fiscales
The impact of tax incentives on tax revenue mobilization

CHAIB WAFFA EP ABDALLAHOU^{1*}

¹Université d'Oran 2, (Algérie), wafaeabdelaoui3@gmail.com

Date de réception : 30/04/2022 ; **Date d'acceptation:** 12/05/2022 ; **Date de publication :** 01/06/2022

Résumé : L'objet principal de cette étude est d'étudier l'impact des incitations fiscales sur la mobilisation des ressources fiscales de l'Etat, en utilisant le modèle Autoregressive Distributed Time Deceleration (ARDL). De nombreux incitatifs fiscaux contribuent à attirer les investissements, le fait de ne pas payer la taxe ou de réduire son taux contribue à réduire la charge fiscale du contribuable par rapport à ce qu'il est conduit à l'élargissement de l'assiette fiscale. De ce point de vue, d'abord l'Algérie est portée une grande attention à sa politique incitative par la mise en place des régularités des réformes de son régime fiscal pour stimuler les projets d'investissement. Il est généralement constaté que malgré l'application de ces procédures, les résultats sont restés très modestes par rapport aux résultats attendus, et c'est ce qui a été précisé par les résultats.

Mots-clés : Incitation fiscales, ressources, Budget, Impôts

Codes de classification Jel : G2 ;G24

Abstract: The main purpose of this study is to study the impact of tax incentives on the mobilization of State tax resources, in using the Autoregressive Distributed Time Deceleration (ARDL) model. Many tax incentives help to attract investment, not paying the tax or reducing its rate helps reduce the taxpayer's tax burden compared to what it is leads to a broadening of the tax base. From this point of view, first of all, Algeria has paid great attention to its incentive policy by setting up the regularities of the reforms of its tax system to stimulate investment projects. It is generally found that despite the application of these procedures, the results remained very modest compared to the expected results, and this was made clear by the results.

Keywords: Tax incentives, resources, Budget, Taxes

Jel Classification Codes : G2 ;G24

* Auteur Correspondant CHAIB WAFFA EP ABDALLAHOU¹, wafaeabdelaoui3@gmail.com.

Introduction

La fiscalité influe significativement sur le développement, Elle peut être soit incitative soit dissuasive. En effet, la fiscalité est une arme à double tranchant. Elle peut être un levier pour l'investissement si elle est favorable et attractive, comme elle peut constituer un frein à ce dernier si elle est défavorable et décourageante.

Les Etats utilisent souvent la fiscalité comme moyen d'intervention pour encourager les investissements, par le biais d'incitations fiscales. Tous les Etats recourent à des degrés divers, à l'instrument fiscal comme régulateur économique et comme moteur de l'investissement. Cependant, les incitations fiscales constituent une sorte indirecte aux entreprises qui se traduisent par un manque à gagner en termes de recettes fiscales.

De nos jours, plus de la moitié du revenu d'un contribuable est collecté par l'Etat en divers impôts, taxes et cotisations sociales. La pression fiscale n'a cessé d'augmenter depuis le début du siècle et ce dans tous les pays du monde. Cela signifie l'importance de l'impôt, il est nécessaire pour procurer des ressources à l'Etat, ainsi, ce dernier peut financer les dépenses publiques c'est-à-dire ses interventions dans la vie économique et sociale. On pourrait donc percevoir les contributions fiscales comme une juste rémunération, contrepartie aux services que rend l'Etat aux citoyens. En effet, les dépenses fiscales constituent un effort et un élément de soutien économique, mais également un enjeu budgétaire, l'utilisation de la fiscalité pour attirer l'investissement expose les Etats à une double contrainte ; d'abord, ils doivent s'assurer de l'efficacité des incitations fiscales mises en place et de leurs capacités d'attraction des investissements souhaités et de l'autre côté et étant donné que les incitations constituent un manque à gagner en termes de recettes publiques, leur utilisation massive prive les Etats de moyens de financement de leurs dépenses.

La crise mondial actuel résultant du baisse subit du prix du pétrole a contribué à la réduction de taux d'imposition sur les recettes pétrolières qui sont les plus grandes source de financement du trésor public, ce qui oblige le gouvernement à prendre des initiatives au niveau de la recherche des meilleures moyens ainsi que l'adoption de nouvelles idées pour construire un nouveau modèle de développement. Dans ce contexte la politique fiscale de l'incitation joue un rôle important pour attirer de nouveaux investissements qui permettront de réduire le chômage et élargissant ainsi le récipient fiscal, ce qui conduit à augmenter les recettes fiscales et le taux de développement .

Concernant cette étude en prendre la politique de l'incitation fiscal en considération permette à augmenter le volume de l'assiette fiscal, de ce côté l'Algérie adonner une grande attention à la politique de l'incitation fiscal, à travers la mise en place de nombreuse réformes à son système fiscal, cependant la croissance du secteur parallèle réduit l'efficacité de la politique d'incitation fiscal et l'expansion du récipient fiscal.

Une économie forte est caractérisée par la présence d'un Etat fort, or un Etat ne peut être fort sans moyens ; d'où la nécessité d'une plus grande mobilisation des ressources publiques dont les recettes fiscales en constituent la pierre angulaire.

L'Algérie traverse une période difficile au cours de la période actuelle, dans le cadre de ses recettes fiscales réduites provenant du carburant, qui est la plus grande source de financement du Trésor public. Comme il est devenu impératif et obligatoire pour le gouvernement d'initier la recherche de voies et méthodes et d'adopter de nouvelles idées pour construire un modèle afin d'éviter un scénario de catastrophe .

Pour éviter cela, suivre le rythme des transformations rapides et économiques, L'Algérie a procédé à plusieurs réformes de son système fiscal en proposant des alternatives optimales et réalisables, compatibles avec l'environnement Algérien tels que : Des exonérations fiscales qui permettent à une baisse des taux d'imposition et à une baisse du nombre des impôts, c'est par l'orientation vers une politique incitative visant à attirer les investisseurs à Investir à l'intérieur du pays. L'Algérie cherche à élargir l'assiette fiscale qui contribuerait à augmenter le montant de la collecte des impôts et d'assurer le processus de la mobilisation de leurs ressources fiscales .

Problématique:

Dans cette optique, la question principale est la suivante : *Quelle est l'impact des incitations fiscales sur la mobilisation des ressources fiscales ?*

I. la politique du système fiscale et les incitations fiscales en Algérie

Les recettes fiscales constituent une source importante pour le financement du développement d'un pays. Cependant, par rapport aux autres ressources clés du financement du développement tels que les hydrocarbures, le commerce, l'aide internationale et la dette, la fiscalité n'a fait l'objet que d'un intérêt limité jusqu'à présent. La réforme des systèmes fiscaux peut contribuer favorablement au développement en renforçant l'autonomie financière des pays. Cela peut aussi susciter des réformes plus vastes.

Dans chaque pays le système fiscal remplit plusieurs fonctions, en tant que moyen de financements des dépenses publiques et en tant qu'instrument de la politique économique servant à orienter les décisions des agents économiques.

En Algérie, le niveau actuel élevé des recettes fiscales pétrolières offre une opportunité historique aux pouvoirs publics d'approfondir les réformes entamées depuis déjà quelques années, notamment les réformes fiscales, domaniales, douanières, parafiscales et des finances locales, pour rapprocher nos systèmes des standards internationaux et améliorer le développement et la compétitivité du pays. Les moins-values financières qui seront conjoncturellement générées par un processus de révision à la baisse de la pression fiscale pourront être contrebalancées sans grande difficulté par les importantes et récentes augmentations des recettes fiscales pétrolières.

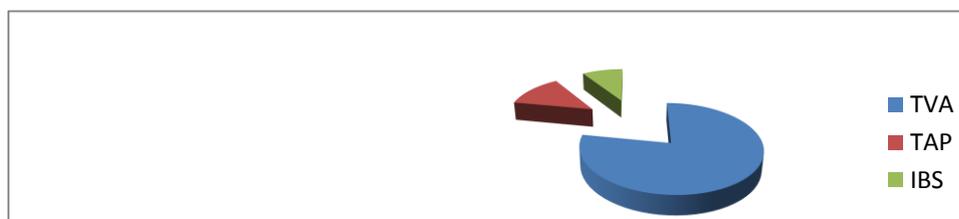
I.1 Les incitations fiscales en Algérie

L'économie algérienne et suite à la chute du pétrole en 1986 ont connu une stagnation et le taux de croissance du P.I.B était en baisse, les équilibres macroéconomiques étaient difficile à atteindre le seul problème des autorités publiques est d'arriver à un équilibre macro-économique.

C'est donc dans le cadre d'approfondissement des réformes financières et la tendance de réduction fiscale que l'Etat Algérien prend plusieurs mesures fiscales en vue de soutenir l'économie, d'encourager l'investissement qu'il soit étranger ou national puis réaliser les parités sociales, réduire le chômage. Ces mesures ont conduit l'Etat à supporter une charge fiscale prenant la forme de subvention d'impôts constituant par la suite une dépense fiscale pour le budget de l'Etat d'où les incitations fiscales accordés par les autorités publiques prend plusieurs formes : de déductions, d'exonération ou encore de réduction de taux d'impositions¹. Les déductions sont les montants déduits du revenu de référence pour obtenir la base d'imposition. Les exonérations sont les montants exclus de la base d'imposition. On appelle réduction de taux, les taux d'imposition réduits appliqués à une catégorie de contribuables ou de transactions imposables. Enfin le crédit d'impôt est la somme soustraite du montant de l'impôt qu'une entreprise ou qu'un particulier doit payer.

Les dépenses fiscales en Algérie concernent principalement l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), l'impôt sur le revenu (IRG) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)².

Figure 01 : Répartition des dépenses fiscales Cumulées - Algérie (1999-2012)



Source : réalisé à partir de statistiques du Ministère des Finances, Direction générale des impôts.

II. Etude Econométrique de l'impact des dépenses fiscale sur la mobilisation des ressources fiscales en Algérie

La présente section est consacrée à une évolution empirique sur le cas de l'Algérie comme une économie dépendante aux ressources naturelles. Cette étude s'inscrit non seulement dans la suite des travaux de Levine (2005), mais aussi prend la dépendance aux ressources naturelles à l'instar de Beck(2011) & Nahla(2014) dans le lien entre la finance et la croissance.

II. 1 L'approche ARDL

L'approche de modélisation ARDL est suggérée par la littérature des séries chronologiques, quand il est probable que des résultats erronés sont susceptibles de se produire lorsque les variables sont spécifiées au niveau ou à la forme non stationnaire. Donc, pour surmonter ce problème, l'utilisation de différentielle de variable est nécessaire. Cependant, l'utilisation de variables différenciées retire les informations à long terme de l'ensemble de données. Il fournit uniquement les informations partielles ou les informations à court terme. Pour éviter un tel problème, l'économétrie suggère qu'il faut tester pour déterminer si une relation à long terme existe entre les variables du modèle ou non³.

Un modèle est dit autorégressif à retard échelonnés (ARDL) si des structures de retard d'ordre p et r affectent respectivement les variables y_t et x_t . Le terme "auto regressive" signifie que la variable dépendante retardée peut déterminer la variable dépendante présente alors que le terme "distributed lag" se réfère au retard des variables indépendantes⁴.

L'existence d'un terme de correction d'erreur parmi un certain nombre de variables cointégrées implique que les changements dans la variable dépendante sont en fonction du niveau de déséquilibre dans la relation de cointégration (représentée par l'ECM) et des changements dans d'autres variables explicatives. Cela indique que tout écart par rapport à l'équilibre à long terme se répercutera dans les changements dans la variable dépendante afin de forcer le mouvement vers l'équilibre à long terme. . Al-Malkawi & al. (2012).

La théorie économique fournit des éléments sur les relations d'équilibre à long terme entre certaines variables. Le modèle ARDL est plus général que la simple relation d'équilibre de long terme. La représentation du modèle ARDL est comme suit⁵ :

$$y_t = \alpha + \sum_{i=1}^p \gamma_i y_{t-i} + \sum_{j=0}^r \beta_j x_{t-j} + \delta w_t + \varepsilon_t$$

Le modèle se note : ARDL (p, r). Le cas particulier où ($p = 0$) et ($r = 0$) correspond au modèle d'ajustement partiel. Dans le cas d'un modèle autocorrélé (d'ordre 1); $p = 1$, $r = 1$ et $\beta_1 = -\gamma_1 \beta_0$, et dans le cas du modèle de régression classique, $p = 0$, $r = 0$.

La méthodologie ARDL / Bounds Testing de Pesaran et Shin (1999) et Pesaran et al. (2001) a un certain nombre de caractéristiques que de nombreux chercheurs estiment lui donner certains avantages par rapport aux tests de cointégration conventionnelle. D'après Pesaran et al. (2001), cette approche convient mieux pour des échantillons de tailles réduites. Cependant, la technique de cointégration de Johansen nécessite un grand échantillon pour obtenir un résultat valide. Ensuite, cette méthodologie peut être appliquée si les variables utilisées ; sont toutes I (1), sont toutes I (0), ou sont mixtes. En outre, le modèle ARDL concède un estimateur convergent des coefficients de long terme indépendamment du fait que les régresseurs sous-jacents sont purement I (0), I(1) ou mutuellement cointégrés d'après Pesaran et al. (2001). Le test ARDL Bound permet d'utiliser

différents retards pour les régresseurs par opposition aux modèles VAR de cointégration où des retards

L'approche ARDL nous permet d'éviter plusieurs problèmes. Cette approche a plusieurs avantages comme suit⁶ :

- Puisque chacune des variables est une équation unique, l'endogénéité est moins problématique dans la technique ARDL car elle est exempte de corrélation résiduelle (c'est-à-dire que toutes les variables sont supposées endogènes). De plus, il nous permet d'analyser le modèle de référence
- Quand il y a une seule relation à long terme, la procédure ARDL peut distinguer entre les variables dépendantes et explicatives. Autrement dit, l'approche ARDL suppose qu'une seule relation d'équation de forme unique réduite existe entre la variable dépendante et les variables exogènes (Pesaran, Smith et Shin, 2001).
- L'avantage majeur de cette approche réside dans l'identification des vecteurs de cointégration où il existe de multiples vecteurs de cointégration.
- Le modèle de correction d'erreur (ECM) peut être dérivé du modèle ARDL grâce à une simple transformation linéaire, qui intègre des ajustements courts à long terme sans perte d'informations à long terme. Le modèle ECM associé prend un nombre suffisant de décalages pour capturer le processus de génération de données en général vers des cadres de modélisation spécifiques.

Dans notre étude, nous utilisons modèles autorégressifs à retard échelonné « the Autoregressive Distributed Lag ou Bounds Testing Approach To Cointegration (ARDL) Technique » de Pesaran et al. (2001). Cette méthode a été utilisée comme un test de cointégration alternative qui examine les relations à long terme et les interactions dynamiques entre les variables. Cette approche présente plusieurs caractéristiques statistiques souhaitables. La plupart des études récentes indiquent qu'un modèle ARDL est préférable pour l'estimation de la relation de cointégration parce qu'il est applicable indépendamment du fait que les régresseurs sous-jacentes sont I (0) ou I (1), et il fonctionne bien pour une petite taille de l'échantillon. En outre, l'un des avantages statistiques importants de l'approche d'ARDL pour le test de cointégration comme Pesaran et Shin (1998) note est que la modification appropriée des commandes du modèle ARDL est suffisante pour corriger le problème du biais d'endogénéité (voir aussi Ang, 2009).

II. 2 2. Résultats De l'Estimation Du Modèle Et Interprétation Des Résultats:

Test De Racine Unitaire

L'approche ARDL dépend des caractéristiques de séries des ensembles de données. Alors, nous devons étudier l'ordre d'intégration des séries utilisées dans le modèle. Il s'agit de s'assurer que les variables ne sont pas stationnaires d'ordre I(2) pour éviter les résultats erronés. Comme Quattara (2004) font valoir que, si des séries intégrés d'ordre I(2) sont présentes, la statistiques F fournie par Pesaran et al (2001) n'est pas valide. Parce que le bound test est basé sur l'hypothèse que les variables sont intégrées d'ordre I(0) ou I(1). Nous appliquons les tests de stationnarité, le test ADF et le test PP pour toutes les séries considérées. On va examiner l'hypothèse nulle d'existence de racine unitaire contre l'hypothèse alternative de la stationnarité de la série :

H_0 : La présence d'une racine unitaire dans la série (la série est non-stationnaire).

H_1 : La stationnarité de la série.

Tableau N°01: Résultats des tests de racine unitaire pour la variable $TAXEXP_t$

L'ordre de l'intégration	Constante		Tendance et constante		Sans tendance et sans constante	
	Niv.	1 ère diff.	Niv.	1 ère diff.	Niv.	1 ère diff.
Augmented DickeyFuller	-1.008	-2.976**	-5.458	-3.587**	0.487	-1.973**
Philips Perron	-1.313	- 2.976**	-3.755	-3.587**	0.079	-1.953**

Remarque : *, ** et *** indiquent une signification à * 10%, ** à 5% et *** à 1%, respectivement. Niv. Et 1 ère diff. Indiquent respectivement le niveau et la première différence.

Tableau N°02: Résultats des tests de racine unitaire pour la variable DTX

L'ordre de l'intégration	constante		Tendance et constante		Sans tendance et sans constante	
	Niv.	1 ère diff.	Niv.	1 ère diff.	Niv.	1 ère diff.
Augmented DickeyFuller	-2.723	-3.738**	-3.811	-3.428**	0.967	-1.925**
Philips Perron	-2.971	-2.377**	-3.131	-3.234**	1.218	-1.495**

Remarque : *, ** et *** indiquent une signification à * 10%, ** à 5% et *** à 1%, respectivement. Niv. Et 1 ère diff. indiquent respectivement le niveau et la première différence.

Tableau N°03: Résultats des tests de racine unitaire pour la variable IDTX

L'ordre de l'intégration	Constante		Tendance et constante		Sans tendance et sans constante	
	Niv.	1 ère diff.	Niv.	1 ère diff.	Niv.	1 ère diff.
Augmented DickeyFuller	-1.329	-3.983**	-1.295	-3.286**	-0.195	-3.398**
Philips Perron	-1.809	-3.294**	-2.215	-3.287**	-0.182	-5.602**

Remarque : *, ** et *** indiquent une signification à * 10%, ** à 5% et *** à 1%, respectivement. Niv. Et 1 ère diff. indiquent respectivement le niveau et la première différence.

On a effectué un test de l'ordre d'intégration de chaque variable ($TAXEXP$, DTX , $IDTX$) en utilisant le test Augmented Dickey - Fuller et Philips Perron. Comme, nous pouvons les remarqués dans les tableaux précédents, toutes les variables sont stationnaires après la première différence. Par conséquent, les résultats du test de racine unitaire démontrent que l'approche ARDL est plus appropriée pour analyser les données que le modèle de cointegration de Johansen, parce que les variables sont d'ordre (0) et (1) a un niveau de confiance fixe à 5%.

Spécification du modèle :

Suivant Ang et McKibbin (2007), Nahla Samargandi & al. (2014), Jalil et Ma (2008) et la version du modèle ARDL, notre modèle peut être spécifié comme suit :

$$TAXEXP_t = \beta_0 + \beta_1 TAXEXP_{t-1} + \beta_2 DTX_{t-1} + \beta_3 IDTX_{t-1} + \sum_{i=0}^q \gamma_i \Delta TAXEXP_{t-i} + \sum_{i=0}^q \delta_i \Delta DTX_{t-i} + \sum_{m=0}^q \sigma_m IDTX_{t-m} + \varepsilon_t$$

(1)

$TAXEXP$: Variable indépendant signifié les dépenses fiscales

DTX : Variable dépendant signifié les impôts ordinaires directs

IDTX : Variable dépendant signifié les impôts ordinaires indirects

1.1 Sélection De Nombre De Retards :

Afin de suivre l'application des procédures de l'approche de « Bound test », nous devons spécifier un modèle ARDL générale sans restriction. Ensuite de sélectionner la forme réduite du modèle tout en respectant les critères d'absence d'autocorrélation, d'absence d'ARCH et de normalité.

La sélection de nombre de retards est effectué en minimiser les critères Schwarz Criterion (SIC) et d'Akaike Information Criterion (AIC).

Le modèle qui minimise SIC Schwarz Criterion sera choisi. Cela se traduit par une spécification de modèle plutôt parcimonieuse, comme suit :

Tableau N°04 : Critère Schwarz Criterion (SIC) pour le choix du modèle ARDL

Variables	Coefficients	Std.error	Probabilité
TAXEXP(-1)	0.303156	0.232979	
DTX	-0.027985	0.014710	0.2055
IDTX	0.126656	0.052677	0.0692
C	4.168639	6.050854	0.0243
			0.4975
R ²		0.792804	
R ² ajusté	0.766905		
Statistique de Fisher	30.61083		
DW	2.227692		

Source : L'auteur à partir d'Eviews 9.

Puisque les résultats de l'estimation précédente est parcimonieuse, on peut utiliser Akaike Information Criterion (AIC) pour sélectionner le nombre de retard, nous obtenons le résultat suivant :

Tableau N°05: Critère Akaike Information Criterion (AIC) pour le choix du modèle ARDL

Variables	Coefficients	Std.error	Probabilité
TAXEXP(-1)	0.0278	0.0278	0.0278
TAXEXP(-2)	0.1895	0.1895	0.1895
DTX (-1)	0.2419	0.2419	0.2419
DTX (-2)	0.4688	0.4688	0.4688
DTX (-3)	0.1018	0.1018	0.1018
IDTX	0.0630	0.0630	0.0630
IDTX(-1)	0.0000	0.0000	0.0000
IDTX(-2)	0.0557	0.0557	0.0557
IDTX(-3)	0.1320	0.1320	0.1320
C	0.0159	0.0159	0.0159
R ²		0.824579	
R ² ajusté	0.788301		
Statistique de Fisher	158.4418		
DW	2.253167		

Source : L'auteur à partir d'Eviews 9.

Après la sélection de nombre de retard à l'aide de logiciel Eviews 9 et les critères AIC et SIC, on a obtenu deux modèle : le modèle 1 et le modèle 2. On appliquant les critères et les critères AIC et SC les plus bas, et en comparant les R^2 , nous pouvons choisir le modèle 2 parce que AIC et SC sont les plus bas et $R^2 = 0.82$ du modèle 2 est supérieure de $R^2 = 0.78$ du modèle 1.

1.2 Détermination De L'existence De La Relation De Long Terme Des Variables (Bound Test):

Afin tester la relation de long terme entre les variables, nous appliquons la procédure recommandée par Perasan & al. (2001). Cette procédure est basée sur le test de Fisher. Cette F statistique est effectuée sur chacune des variables telles qu'elles sont des variables endogènes tandis que d'autres sont considérées comme des variables exogènes.

L'hypothèse nulle de non présence de cointégration parmi les variables sera testée contre l'hypothèse alternative de l'existence de cointégration parmi les variables tels qu'indiqué ci-dessous :

$$H_0: \beta_0 = \beta_1 = \beta_2 = \beta_3 = \beta_4 = \beta_5 = 0$$

$$H_1: \beta_0 \neq \beta_1 \neq \beta_2 \neq \beta_3 \neq \beta_4 \neq \beta_5 \neq 0$$

Lorsque la statistique F calculée est supérieure à la valeur critique supérieure, on rejette H_0 (les variables sont cointégrées). Si la statistique F est inférieure à la valeur critique inférieure, on ne peut pas être rejeté H_0 (il n'y a pas de cointégration parmi les variables). Enfin, si la statistique F se situe entre les limites, le test n'est pas concluant. Les valeurs critiques inférieures et supérieures sont tabulées par Pesaran et al. (2001 ; pp.303-304).

On exécutant le Bound test sur logiciel Eviews 9, les résultats sont comme suit :

Tableau N°06 : Résultat De Bound Test

F-statistique	Significance	Lower Bound Value	Upper Bound Value
7.784878	10%	2.63	3.35
	5%	3.1	3.87
	2.5%	3.55	4.38
	1%	4.13	5

Source : L'auteur à partir d'Eviews 9.

F statistique doit être comparé à la valeur critique (upper and lower bound) obtenu du tableau du Pesaran et al. (2001, p300). Si F statistique est supérieure à la valeur critique supérieure, l'hypothèse nulle de non cointégration est rejetée, ce qui indique qu'une relation à long terme existe entre les variables. À l'inverse, si F statistique est inférieure à la valeur critique inférieure, l'hypothèse nulle ne peut pas être rejetée, ce qui implique une non-cointégration parmi les variables. En outre, si la statistique F se situe entre les valeurs critiques inférieure et supérieure, le test n'est pas concluant.

Nous voyons que la statistique F pour Bounds test est de 7.78, ce qui dépasse clairement la valeur critique de 1% pour la limite supérieure 2.63 En conséquence, nous rejetons l'hypothèse de "l'inexistence de relation à long terme".

1.3 Estimation De Long Terme Et Dynamique à Court Terme :

1.3.1 La Relation De Long Terme :

Après la confirmation de l'existence de relation de long terme entre les variables. Les coefficients à long terme de l'ARDL peuvent être estimés :

$$TAXEXP_t = \beta_0 + \sum_{i=0}^q \gamma_i TAXEXP_{t-i} + \sum_{j=0}^{q1} \delta_j DTX_{t-j} + \sum_{l=0}^{q2} \sigma_l IDTX_{t-l} + \varepsilon_t \quad (2)$$

Tant qu'il y a cointégration à long terme entre les variables, Nous allons estimer la relation de long terme. Étant donné que les coefficients à long terme représentent les élasticités. Les résultats de l'estimation du modèle en utilisant logiciel Eviews 9 sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau N°07: Résultat De l'estimation De Long Terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DTX	-0.239032	0.062138	-3.846811	0.0014
IDTX	0.539819	0.112035	4.818294	0.0002
C	-1.109948	6.612165	-0.167865	0.8688

Source : L'auteur à partir d'Eviews 9.

Les résultats du tableau ci-dessus confirment l'existence d'une relation de long terme entre les variables. Ils montrent que les dépenses fiscales ont un effet négatif et significatif sur les impôts ordinaires directs à un niveau de signification 1%. Par contre les dépenses fiscales ont un effet positif et significatif sur les taxes ordinaires indirectes à un niveau de signification 1%.

Lorsque le taux des dépenses fiscales augmente de 1%, les impôts ordinaires directs diminuent de 23%, et quand les dépenses fiscales augmentent de 1%, les impôts ordinaires indirects augmentent de 53%.

Ce résultat est conforme aux prévisions théoriques et empiriques
Ces résultats est conforme à la nature de l'économie étudié, étant donné une économie dépendante aux ressources naturelles.

1.3.2 La Dynamique A Court Terme :

Après l'estimation des coefficients de long terme, nous utilisons le modèle de correction d'erreur pour estimer la dynamique à court terme :

$$TAXEXP = \beta_0 + \sum_i^q \gamma_i \Delta TAXEXP_{t-i} + \sum_j^{q1} \delta_j \Delta DTX_{t-j} + \sum_l^{q2} \sigma_l \Delta IDTX_{t-l} + \vartheta ec_{t-1} \varepsilon_t$$

Tableau N°08: Résultat de l'estimation à court terme

Cointegrating Form

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DTX)	-0.043998	0.015519	-2.835063	0.0119
D(DTX(-1))	0.180273	0.034081	5.289469	0.0001

D(DTX(-2))	0.185579	0.032867	5.646427	0.0000
D(IDTX)	-0.134726	0.125283	-1.075378	0.2982
D(IDTX(-1))	-0.315714	0.168498	-1.873697	0.0794
D(IDTX(-2))	-0.982015	0.190185	-5.163469	0.0001
CointEq(-1)	-0.982164	0.161514	-6.080968	0.0000

Source : L'auteur à partir d'Eviews 9.

Le résultat à court terme dans le tableau précédent, montre que les coefficients IDTX les taxes indirects est insignifiant, cela signifie que les dépenses fiscales ont un impacts négatif sur les taxes indirects au cour termes, on explique ça par la pertes des ressources fiscales de l'Etat sous forme d dépenses fiscales, ainsi que le gouvernement algérien octroi des programmes d'aide financière par la politique fiscale plus précisément par la politique fiscale et la grande somme de ces derniers se sont en matière de la fiscalité indirect TVA .

1.4 Vérification de l'autocorrélation des séries et la stabilité du modèle :

1.4.1 Vérification de l'autocorrélation des séries :

Une hypothèse clé dans la méthodologie ARDL / Bounds Testing de Pesaran et al. (2001) est que les erreurs de l'équation doivent être indépendantes en série. Comme l'indiquent ces auteurs (p.308), cette exigence peut également être influente dans notre choix final des délais supérieurs pour les variables du modèle.

Afin de vérifier l'autocorrélation des séries, nous testons les deux hypothèses suivantes :

H_0 : non- corrélation des séries.

H_1 : Corrélation des séries.

Tableau N°09 : Résultat du test Q-statistic

Date: 08/10/20 Time: 12:16
Sample: 1990 2018
Included observations: 26
Q-statistic probabilities adjusted for 1 dynamic regressor

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob*
		1 -0.244	-0.244	1.7296	0.188
		2 0.323	0.280	4.8950	0.087
		3 -0.405	-0.323	10.091	0.018
		4 -0.142	-0.421	10.753	0.029
		5 -0.177	-0.104	11.839	0.037
		6 -0.100	-0.192	12.204	0.058
		7 0.101	-0.170	12.592	0.083
		8 -0.020	-0.219	12.609	0.126
		9 0.215	-0.072	14.590	0.103
		10 -0.072	-0.197	14.829	0.138
		11 0.034	-0.345	14.885	0.188
		12 0.063	0.022	15.089	0.237

Le résultat du test Q- statistic montrent que les valeurs de p sont supérieures de niveau de signification 1%, donc on accepte l'hypothèse H_0 . Les résultats indiquent que les valeurs p suggèrent fortement qu'il n'y a aucune preuve d'autocorrélation dans les résidus du modèle.

2.5.2 La stabilité du modèle :

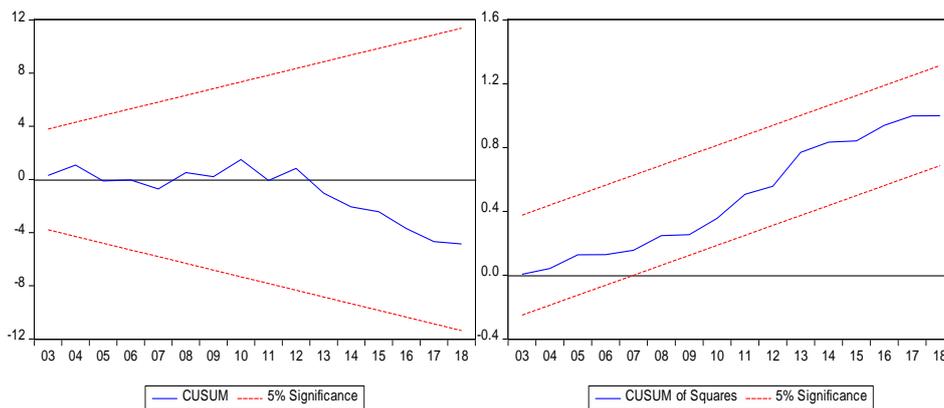
La stabilité du modèle est une question très importante. Les tests CUSUM et CUSUMSQ sont appliqués pour évaluer la stabilité du modèle (Pesaran et al 1997) et ces tests ont été développés par Brown et al. (1975). Ces tests sont des sommes cumulées et des sommes de carrés de résidus qui sont tracés en fonction du temps. L'hypothèse du test est la suivante :

H_0 : Tous les coefficients sont stables dans le modèle

H_1 : Tous les coefficients du modèle sont instables

Les parcelles de CUSUM et CUSUM Q se situent dans les limites, si la courbe se situe entre les deux lignes critiques. On accepte l'hypothèse nulle et on rejette l'hypothèse alternative, (les paramètres du modèle sont stables). Si la ligne de tracé traverse la frontière à n'importe quel niveau, on rejette l'hypothèse nulle et on accepte l'hypothèse alternative (les paramètres du modèle sont instables).

Schéma 02 : Courbe de la somme cumulée des résidus



Dans ce schéma, les statistiques de CUSUM se situent dans le niveau de signification de 5%.

Les deux schémas précédents montrent que les parcelles des statistiques CUSUM et CUSUMSQ se situent bien dans les limites critiques et impliquent que tous les coefficients du modèle à court terme sont stables.

Notre étude se concentre sur l'impact des dépenses fiscales sur la mobilisation des ressources. Afin d'identifier cette cointégration, nous utilisons la technique ARDL, qui nécessite les étapes suivantes. Premièrement, nous devons vérifier la stationnarité des séries pour éviter les relations parasites. Deuxièmement, nous sélectionnons le nombre de retard. Troisièmement, nous examinons la relation à long terme entre les variables via Bound test. Quatrièmement, nous déterminons les coefficients de long terme et à court terme. Finalement, la stabilité du modèle sera vérifiée par la technique de CUSUM et CUSUMSQ.

L'approche ARDL dépend des caractéristiques de séries chronologiques des ensembles de données. Nous devons enquêter sur l'ordre de cointégration. C'est pour s'assurer que les variables ne sont pas stationnaires d'ordre I(2) pour éviter les résultats parasites. En présence des variables cointégrées d'ordre I(2), F statistique fournies par Pesaran et al. (2001) n'est pas valide. Les ambiguïtés dans l'ordre d'intégration des séries donnent un support pour utiliser l'approche ARDL plutôt que l'un des tests de cointégration alternatifs.

Dans cette étape, nous estimons l'équation (2) suivant la méthodologie ARDL. Les critères de sélection de retard AIC et SBC sont utilisés pour la sélection de l'ordre ARDL. Le modèle d'ordre ARDL (2, 3, 4, 4, 3,1) est sélectionné. Puisque les résultats de l'estimation pour le critère SBC est parcimonieuse (1, 0, 0, 0, 1,0). Le modèle d'ordre ARDL (2, 3, 4, 4, 3,1) est sélectionné.

Etant donné qu'aucune des séries sélectionnées n'est cointégrée d'ordre I (2), nous pouvons tester la présence de la relation à long terme. Les résultats de Bound test sont déterminés dans le tableau (3.9). Il ressort clairement du tableau (3.9) que la valeur du F calculée est supérieure des valeurs des limites critiques. Ainsi, il existe une forte preuve d'une relation de long terme entre les variables de l'équation (1).

Les résultats de l'estimation de long terme sont présentés dans le tableau (3.10), ils indiquent que le taux d'inflation a un effet négatif et significatif sur la croissance économique. Ce résultat est conforme aux prévisions théoriques et empiriques que le taux d'inflation a un effet négatif sur la croissance économique. En outre, le coefficient du variable PP est positif et significatif. Donc, il existe une forte relation de long terme entre le prix de pétrole et la croissance. Ce résultat confirme la nature de l'économie algérienne comme une économie dépendante de ressources naturelles. Nous pouvons aussi constater que les dépenses fiscales ont un effet très faible sur la mobilisation des ressources en court terme.

Enfin, pour vérifier l'autocorrélation des résidus, nous appliquons le test Q -statistique. Le tableau (3.12) montre que ce n'est pas une autocorrélation des résidus. Ensuite, nous examinons la stabilité du modèle en exécutant CUSUM et CUSUMQ techniques. Les schémas (3.1) et (3.2) montrent que les parcelles des statistiques CUSUM et CUSUMSQ se situent bien dans les limites critiques et impliquent que tous les coefficients du modèle à court terme sont stables.

Conclusion

La fiscalité occupe une place importante dans la vie politique, économique et sociale d'un pays. Elle est aussi utilisée comme un levier pour orienter la politique économique en favorisant tel ou tel secteur d'activité. Elle permet à l'Etat et aux collectivités territoriales de se procurer des recettes et ainsi de financer leurs besoins en dépenses publiques.

Afin de mener à bien à une politique publique, l'Etat peut utiliser différents moyens pour intervenir sur le plan économique, social, culturel et autre. Son budget constitue un des mécanismes essentiels dont il dispose pour atteindre ces objectifs. L'une des principales sources de revenus sont les recettes fiscales sont considérées comme des sources importantes d'approvisionnement du budget général dans la plupart des pays du monde.

De nombreux incitatifs fiscaux contribuent à attirer les investissements, le fait de ne pas payer la taxe ou de réduire son taux contribue à réduire la charge fiscale du contribuable par rapport à ce qu'il est conduit à l'élargissement de l'assiette fiscale. De ce point de vue, d'abord l'Algérie est portée une grande attention à sa politique incitative par la mise en place des régularités des réformes de son régime fiscal pour stimuler les projets d'investissement, Mais à mesure que le secteur parallèle se développait le rôle de la politique d'incitation dans l'élargissement de l'assiette fiscale va diminuer et se limiter. Cela nécessiterait une révision des exonérations et incitations fiscales offertes afin de construire une forme d'impôts incitatifs dans le cadre de laquelle les taux d'imposition augmenteraient ou diminueraient, en tenant compte du statut économique et social de l'Etat, de la taille et de l'étendue de la richesse en Algérie.

Une économie forte est caractérisée par la présence d'un Etat fort, or un Etat ne peut être fort sans moyens ; d'où la nécessité d'une plus grande mobilisation des ressources publiques dont les recettes fiscales en constituent la pierre angulaire.

La mobilisation des ressources publiques dont les recettes fiscales représentent la « pierre angulaire » pour le financement des biens et infrastructures collectives constitue un enjeu crucial de

développement. C'est mobiliser des ressources et réorganiser leurs priorités d'emploi, en se concentrant sur l'économie, et en augmentant le degré de satisfaction des besoins de base qui favorisent la croissance.

Elle est l'un des défis les plus pressants qui se posent aux pouvoirs publics des pays d'Afrique permet d'accroître leurs ressources pour pouvoir investir dans des programmes permettant de réaliser les objectifs de développement durable. Ainsi, de développer les capacités de recouvrement de l'impôt est aussi une façon de renforcer les institutions et d'accroître les capacités étatiques.

Une mobilisation accrue des recettes favorise la stabilité économique, surtout dans les pays tributaires d'apports financiers extérieurs. La hausse des recettes intérieures permet à un pays de dégager un espace budgétaire supplémentaire pour financer les dépenses prioritaires, et poursuivre une politique de dépense conforme à ses priorités stratégiques à mesure que l'aide diminue.

Algérie se doit de rechercher une alternative de développement économique taillée à la mesure de ses potentialités, de ses forces et faiblesses et des aspirations de sa population et surtout se doit d'être capable d'asseoir des conditions et des bases élargies, saines et durables de son développement. Les enjeux et défis de la mobilisation des ressources intérieures s'inscrivent dans cette vision.

A l'heure actuelle, et face à la mondialisation et à cette grande ouverture économique et compte tenu de l'insuffisance des ressources financières, tous les pays et plus particulièrement les pays en développement doivent chercher un montage financier adéquat pour financer leur développement économique. En plus des ressources clés de financement qui diffèrent d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre, la fiscalité constitue un levier aussi important en matière de financement du développement. L'efficacité d'une telle source de financement nécessite une gestion rigoureuse de ses composantes, telles que le recouvrement des contributions fiscales, la lutte contre la fraude, l'évasion fiscales et la modernisation de l'administration fiscale. La réforme des systèmes fiscaux peut aussi contribuer favorablement au développement en renforçant l'autonomie financière des pays. Cela peut aussi susciter des réformes plus vastes.

Références

¹ - OCDE,(2010), les dépenses fiscales dans les pays de l'OCDE, p 12

² - Zinelaabidine Djelil, Najat Zatla (2015), Aperçu sur les dépenses fiscales en Algérie, REVUE ALGERIENNE DE FINANCES PUBLIQUES, N° :5- DECEMBRE 2015 P07

³ -Abdul Jalil & Ying Ma « financial development and economic growth: time series evidence from Pakistan and china » journal of economic cooperation 29, 2(2008), p 43.

⁴ - Badry Hechmy, « Cointegration Entre Corruption Et Croissance Economique A Travers Le Canal De L'investissement : Evidence Empirique Moyennant L'approche "ARDL Bound Testing" Dans Le Cas De La Tunisie », European Scientific Journal June 2016 édition vol.12, No.16, p 430,

⁵ - Claudio Araujo, « Macroéconométrie : naissance de la modélisation macroéconométrique », CERDI, université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, France, 2004, p 4, consulté le 15-05-2017,

⁶ - Emeka Nkoro & Aham Kelvin Uko, "Autoregressive Distributed Lag (ARDL) cointegration technique: application and interpretation", Journal of Statistical and Econometric Methods, vol.5, no.4, 2016, pp., 78-79.